

DÉMISSION DE TAYEB BELAÏZ

Le Conseil constitutionnel a-t-il tenu une délibération ?

La démission de Tayeb Belaïz du poste de président du Conseil constitutionnel aurait dû faire l'objet d'une délibération des membres de cette institution. Imposée par le décret présidentiel de 1989 et par le règlement intérieur du Conseil, il n'existe nulle trace de cette délibération.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La démission de l'ex-président du Conseil constitutionnel est-elle réglementaire ? La question mérite d'être posée puisque cette institution est appelée à jouer un rôle central dans le processus de contrôle de la régularité de la présidentielle d'avril 2014.

Commençons par les faits : le 11 septembre 2013, le président de la République procède à un remaniement gouvernemental. Tayeb Belaïz, nommé président du Conseil constitutionnel en mars 2012, revient dans l'équipe gouvernementale au poste de ministre d'Etat – ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales. Homme de confiance du Président, Belaïz a été d'une grande efficacité en évitant l'application de l'article 88 de la Constitution.

C'est en partie grâce à lui que le Conseil constitutionnel n'a pas constaté la situation d'empêchement suite à l'AVC dont a été victime Abdelaziz Bouteflika. Après quelques jours de vacance à la tête du Conseil constitutionnel, le chef de l'Etat nomme Mourad Medelci en qualité de président de cette institution. Durant cette phase, la question du départ précipité de Belaïz s'était posée. Selon l'article 164 de la Constitution, le mandat de président du Conseil constitutionnel est fixé à 6 ans. Pour quitter son poste avant terme, Belaïz a donc déposé sa démission. «Il est mis fin aux fonc-

tions de président du Conseil constitutionnel, exercées par M. Tayeb Belaïz, admis à la retraite sur sa demande», lit-on dans le décret présidentiel n° 13-310 du 11 septembre 2013 mettant fin aux fonctions du président du Conseil constitutionnel. Mais voilà, avant que le Président ne décide de «démettre de ses fonctions» le président du Conseil, ses pairs doivent prendre acte de cette décision. Cette procédure est clairement définie dans le décret présidentiel n°89-143 du 7 août 1989 relatif aux règles se rapportant à l'organisation du Conseil constitutionnel et au statut de certains de ses personnels. «Le décès, la démission ou l'empêchement durable du président du Conseil constitutionnel donnent lieu à une délibération du Conseil constitutionnel intervenant sous la présidence du membre présent le plus âgé et dont la notification est faite au président de la République», lit-on dans l'article 4 du texte de base qui régit le Conseil.

L'obligation de tenir cette délibération est rappelée dans l'article 64 du règlement intérieur du Conseil constitutionnel. «Le décès, la démission ou l'empêchement durable d'un membre du Conseil constitutionnel donnent lieu à une délibération du Conseil constitutionnel dont notification est faite au président de la République et, selon le cas, au président de l'Assemblée populaire natio-



Tayeb Belaïz ne termine pas son mandat au Conseil constitutionnel.

nale, au président du Conseil de la nation, au président de la Cour suprême ou au président du Conseil d'Etat». Reste maintenant à savoir si cette délibération a bien eu lieu. Un fait, il est vrai, difficile à confirmer. Mardi 17 septembre 2013, jour de la cérémonie de passation de consignes, Mohamed Abbou, membre du Conseil constitutionnel, fait une déclaration à la presse.

«Il a été officiellement mis fin aux fonctions de M. Belaïz à sa demande et ce, avant sa nomination au poste de ministre de l'Intérieur. L'article 164 de la Constitution n'évoque pas dans

son alinéa 3 la manière de mettre fin au mandat du président du Conseil constitutionnel, mais précise l'autorité qui désigne le président de cette instance pour un mandat unique», explique Abbou dont les propos ont été rapportés par l'agence APS. Fait étrange, ce membre indique que la Constitution «n'évoque pas la manière de mettre fin au mandat du président du Conseil constitutionnel».

Pourtant, il lui aurait suffi de préciser que cette procédure est clairement énoncée par l'article 4 du décret de 1989 et l'article 64 du règlement intérieur du Conseil. Mais pour cela, il

aurait fallu que cette délibération se tienne. Pour obtenir confirmation, nous nous sommes rapprochés, lundi, du Conseil constitutionnel. Nous n'avons pas eu droit à une entrevue mais juste à une communication — à partir de l'appareil téléphonique du poste de la Garde Républicaine — avec un certain «Brahim». A la question de savoir si la démission de Tayeb Belaïz a fait l'objet d'une délibération des membres du Conseil, nous avons eu droit à la réaction suivante : «Pourquoi posez-vous cette question ? Nous préparons l'élection présidentielle et au lieu de ça, vous vous intéressez à une histoire qui date de plusieurs mois. Cette affaire est close. Vous n'avez pas à vous présenter au Conseil pour évoquer ce sujet ! La presse a déjà écrit sur ce sujet. Ce débat est clos, terminé ! La démission du président Belaïz est une question d'ordre technique.» Brahim Romani (son nom était affiché sur l'écran de l'appareil) a refusé d'indiquer la date de la tenue de cette réunion des membres du Conseil. «Je ne dirai rien, votre sujet ne mérite pas d'être évoqué», dira-t-il. Impossible donc de savoir si la démission de Tayeb Belaïz est bien réglementaire. Mais si réellement elle ne l'est pas, ce manquement pose nécessairement la problématique de la régularité de sa nomination au poste de ministre de l'Intérieur et de la désignation de Mourad Medelci à la présidence du Conseil constitutionnel. Il en est de même pour l'ensemble des actions à venir de cette institution lors de l'élection présidentielle.

T. H.

COUVERTURE SOCIALE DES ARTISTES ALGÉRIENS

Rencontre autour du décret adopté par le gouvernement

Quelques jours seulement après l'adoption, par le gouvernement, du décret relatif à la protection sociale des artistes, une rencontre consacrée à ce texte a eu lieu, hier, au Palais de la culture.

En plus de Mohamed Benmeradi, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, et de Khalida Toumi, ministre de la Culture, la rencontre a été rehaussée par la présence de nombreux artistes qui ont tenu à saluer l'événement.

Ces derniers sont, en effet, les principaux concernés par le décret exécutif fixant l'assiette, le taux et les prestations en matière de sécurité sociale des auteurs et des artistes créateurs, lequel décret a été examiné et adopté par le gouvernement lors de sa réunion du jeudi 9 janvier 2014.

Il s'agit là d'un texte très important et qui donne aux artistes le droit de bénéficier de tous les avantages prévus par le système de couverture sociale y compris la retraite. Mohamed Benmeradi, dont un tel dossier relève essentiellement de son secteur, a été le premier à prendre la parole pour se féliciter de l'aboutissement des efforts entamés dans ce sens il y a plusieurs années. Intervenant à son tour, Khalida Toumi a fait remarquer que le ministre du Travail «n'a pas mis le frein à main» dans le traitement du dossier.

Elle a donc tenu à adresser ses «remerciements à Mohamed Benmeradi ainsi qu'au Premier ministre Abdelmalek Sellal qui a accepté de faire passer le projet de décret exécutif en Conseil de gouvernement». La ministre de la Culture s'est déclarée satisfaite de voir la ques-

tion des droits sociaux des artistes définitivement résolue après tant d'années de tractations. «Cela fait neuf ans qu'on se bat», a-t-elle rappelé. Elle a expliqué que le décret règle notamment «la question de la couverture sociale pour les artistes et auteurs qui ne sont pas régis par un contrat de travail classique et qui ne peuvent cotiser à une caisse d'assurance». Parmi cette catégorie (elle forme 90% des artistes non assurés) figurent les chanteurs, musiciens, artistes-peintres, etc. qui ont uniquement des cachets ou une rémunération directe à la fin de la prestation ou à la vente du produit.

Tous ces artistes n'ont pas un contrat classique et ne peuvent donc cotiser, l'Etat algérien n'ayant jamais mis en place un dispositif approprié. «Un tel dispositif pour les artistes et auteurs indépendants, qui sont l'écrasante majorité, n'existe pas», a souligné Khalida Toumi. Le cas de cette catégorie particulière de travailleurs devait, par conséquent, être réglé par des textes d'application, en l'occurrence un décret exécutif. Depuis jeudi dernier, l'adoption

d'un décret permettra de mettre en place les mécanismes nécessaires pour que cette

catégorie de travailleurs soit déclarée à la Sécurité sociale. Les artistes pourront enfin cotiser, obtenir le remboursement de leurs frais médicaux, une retraite, un capital-décès, etc. au même titre que les autres travailleurs. «Un texte exécutif n'étant pas rétroactif, celui-ci sera appliqué à partir de sa parution au *Journal officiel*, c'est-à-dire fin janvier», a précisé Khalida Toumi.

S'agissant des jeunes artistes et auteurs, un tel dispositif arrive à point nommé. Quant à tous ceux et celles qui activent depuis de nombreuses années (parfois plus de 30 ou 40 ans) et qui n'ont jamais cotisé, la ministre de la Culture évoque l'article 11 du décret adopté jeudi 9 janvier.

Selon elle, et en vertu de cet article, «l'Etat se chargera de trouver une solution pour le rachat des années de cotisation qui manquent aux artistes concernés». Mieux encore, «nous devons régler cette question de rachat dès les

prochaines semaines». Le décret prévoit en effet des «dispositions particulières» au bénéfice des artistes et auteurs qui activent depuis plusieurs années déjà.

En plus de combler un vide juridique, le décret en question prévoit des taux et des mécanismes de déclaration, d'affiliation et de cotisation et comporte des formulaires de déclarations très complets et précis (trois formulaires sont annexés au texte). Pour la première fois depuis l'indépendance, l'artiste algérien peut enfin bénéficier d'une protection morale et sociale. A rappeler que c'est le Conseil national des arts et lettres (CNAL), créé seulement en 2011 et présidé par Abdelkader Bendamèche, qui est chargé de régler la question épineuse du statut juridique et de la sécurité sociale des artistes. Présent à la rencontre, son président s'est dit très satisfait de l'adoption du décret. «L'artiste sera enfin sécurisé», a souligné Abdelkader Bendamèche.

Hocine T.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Mohamed Hadeef dans la course

de prendre part à cette élection. Aux yeux de Hadeef, ce scrutin est un rendez-vous politique avec le peuple, et que son mouvement fait de cette élection l'occasion de faire connaître son projet politique national.

Aussi, n'escompte-t-il pas, via cette présidentielle, œuvrer à une vie politique plus «claire», plus «lisible» et plus «honnête», refusant que certains candidats aussi «respectables» soient-ils, «s'approprient et confisquent la pro-

chaine élection présidentielle et le débat politique national». Le président du MNE considère aussi sa candidature comme une réponse aux «nombreuses et diverses sollicitations des respectables citoyens de nos 48 wilayas».

Des citoyens qu'il exhortera à lui mettre rapidement les 3 000 signatures légalisées par wilaya, reprenant Jean de la Vignerie : «Le succès est toujours un enfant de l'audace.»

K. M.